COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 19 NOVEMBRE 1983 N° 228 PRIX : ANTILLES : 2 F FRANCE : 3 F

Editorial

APRES LES ATTENTATS DE GUADELOUPE.

Les attentats qui ont eu lieu en Guadeloupe ont provoqué une levée de boucliers parmi les officiels de tous bords (en France et en Guadeloupe !) à droite comme à gauche.

Mais dans la population elle-même, si on fait abstraction de la clientèle politique habituelle de la droite, les réactions ont été partagées et nuancées. Elles furent de trois types : beacoup de gens condamnent les attentats aveugles qui «détruisent», peuvent tuer des gens, et ne font qu'aggraver la situation des plus pauvres.

Beaucoup d'autres reprochent à ceux qui ont mis les bombes à la préfecture d'avoir agi avec maladresse et manque de discernement. On enten d souvent des réflexions qui approuvent les autres attentats, y compris celui qui a menacé la gendarmerie de Capesterre Belle-Eau. Par contre ces même personnes ne sont pas d'accord avec les attentats qui menacent la vie de Guadeloupéens.

Enfin un dernier groupe se demande ce que veulent les gens qui posent des bomb es, vers quoi ils veulent aller, ce qu'ils proposent.

Devant la montée du terrorisme qui existe depuis plus de trois ans en Guadeloupe, malgré arrestations, condamnations, présence policière renforcée etc... il y a une politique à avoir, et ce n'est certainement pas les appels au calme, «à la paix», à «l'amour» et autres discours hypocrites de gens nantis. II est vain d'opposer la «tranquillité» à la violence qui règne dans la société. Il faut comprendre les causes du terrorisme.

Elles sont dans la situation réelle du pays et non dans les discours d'autosatisfaction de ministres qui sont les tenants du colonialisme (Deferre, Lemoine et Cie)

Ils peuvent toujours se répéter (à eux-même) et aux autres que la population des DOM est à 99,9 % française, ça ne sert à rien. La réalité la plus tangible c'est par exemple de comparer les niveaux de vie des Antilles et de la France, les taux de chômage, la balance agricole etc.

Produit national brut par habitant : Guadeloupe 3800 dollars. France : 9937 dollars !

Nous sommes donc 2,6 fois moins français que ceux de l'hexagone.

Taux de chômage : 25 % en Guadeloupe et 30 % en Martinique... en France 9,7 %... Nous voilà à peu près trois fois moins français dans ce domaine Et on pourrait continuer longuement cette litanie !

Alors les beaux emportements et les propos mensongers de Deferre et Lemoine sur les réalisations du gouvernement ne feront même pas rire. Ils sont tout simplement déplacés.

L'aveuglement réel ou de circonstance des ministres colonialistes ne nous empêche nullement nous ici qui vivons dans ce pays, de faire d'autres analyses.

Suite p.2

GUADELOUPE LA DROITE PROTESTE CONTRE LA VIOLENCE MAIS SE TAIT CONTRE LA VIOLENCE CAPITALISTE ET COLONIALE

La série d'attentats à la bombe qui se sont produits dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 novembre ont donné l'occasion à de nombreux politiciens de droite et notamment à Lucette Michaux Chevry de faire des déclarations contre la violence.

Mme Chevry a dans une interview télévisée convié les Guadeloupéens à "l'amour et à la paix". Il faut dire que les employés blessés à la préfecture de Basse Terre lors de l'explosion d'une voiture piégée lui ont fourni le prétexte. Et pour Mme Chevry l'occasion était tellement bonne qu'elle a le soir même de cette déclaration appelé les commerçants de la Basse Terre à fermer leurs portes Mardi 15 novembre et la population à manifester le même jour. Cette manifestation a eu effectivement lieu et a rassemblé environ 2000 personnes. Les Chevry, Viviès, Tamas, Esdras et tous ces politiciens de droite ne manquent pas de culot. Ils ne condamnent la violence avec autant de virulence que lorsqu'elle vient ou est supposée venir des opprimés et des colonisés. En revanche la violence des riches, des nantis, et du colonisateur ne leur inspire aucune condamnation, pas même une déclaration. Des actes de violence contre notre population n'ont pas manqué depuis un certain nombre d'années. Les 40 morts officiellement reconnues en 1967 sont le fait des forces de répression coloniale, et contre cela tous les politiciens de la droite n'ont pas élevé de protestation , mieux ils ont approuvé. Lorsqu'il y a un an ou deux, un jeune homme de Petit Bourg a été froidement abattu par un Blanc, qui semble-t-il est resté impuni, la population, les parents de la victime n'ont entendu aucune déclaration ni condamnation de Mme Chevry. Pourtant au moment où cela s'est produit elle était déjà présidente du Conseil Général . Lorsqu'il y a deux ans les forces de répression sont intervenues à St Claude contre les travailleurs de l'hôpital psychiatrique en grève contre les licenciements prononcés par son compère Fischer, ni Michaux Chevry ni Tamas maire de St Claude n'ont rien dit contre cette violence et cette atteinte au droit de grève. Mieux, Mme Chevry a couvert pendant longtemps Fischer dans cette affaire. La violence exercée contre les gens de la population laisse donc indifférents tous nos politiciens de droite qui se sentent subitement pousser des ailes d'apôtres de "l'amour et de la paix". Mais tout cela n'est qu'hypocrisie et démagogie de politiciens "charognards" qui veulent tout simplement tirer profit d'un événement qui a quelque peu ému une fraction de la population.

Car, en fait de violence, il y en a une qui est permanente et qui fait un tort considérable à la population et que les Michaux Chevry et Compagnie soutiennent de toutes leurs forces, cette violence c'est celle de l'ordre colonial lui même. Des milliers de travailleurs guadeloupéens sont, faute de travail sur place, contraints à l'exil en France. Ces travailleurs sont condamnés en dépit de leur profonde aspiration à revenir au pays, à vivre définitivement dans les grandes villes de France. Avec la montée du chômage, l'accentuation de la crise économique la vie en France leur devient sinon impossible, du moins de plus en plus insupportable. Et cela aussi constitue une violence pire, car psychique et morale. Et l'on sait les drames qui en ont déjà résulté. Et cette violence-là, ce n'est pas quelques dizaines de gens qu'elle touche mais bien des milliers. Mme Michaux Chevry et tous les politiciens de la droite qui aujourd'hui protestent, condamnent à la suite des attentats, qu'ont

Suite page 3

MARTINIQUE

8ème CONGRES DU PCM : CONTINUITE POLITIQUE.

Le 8ème congrès du PCM s'est tenu les 12 et 13 Novembre au Lamentin. Le congrès promettait d'être animé puisque une forte opposition à la ligne majoritaire s'était déclarée au cours du débat préparatoire au congrès. L'une des questions qui avait été soulevée était la question du mot d'ordre. Fallait-il conserver le mot d'ordre d'autonomie démocratique et populaire ou adopter celui d'Indépendance ?

Au cours du débat, les prises de positions parurent très tranchées. C'est ainsi que le rapport du comité central présenté par Armand Nicolas n'obtint que 115 voix pour, avec une opposition de 79 voix. Lors de l'élection du Comité Central qui statutairement doit comporter 35 membres, les 13 membres indépendantistes élus refusèrent de siéger. Ainsi, le nouveau comité central comporte donc 22 membres qui ont réélu Armand Nicolas secrétaire général du PCM. Quant aux démissionnaires parmi lesquels 2 membres du secrétariat sur 4, ils déclarèrent retourner à la base pour militer .

Ceci dit, selon les majoritaires du Comité Central, comme les démissions ont été verbales, et non écrites, les membres démissionnaires peuvent reprendre leur place dès qu'ils le veulent.

Au cours de la conférence de presse qui a suivi, Armand Nicolas est revenu sur les enseignements principaux du congrès. Il en ressort que la ligne du PCM ne change pas. La position d'Autonomie Démocratique et Populaire a été réaffirmée. Le PCM continuera au sein du Conseil Régional à collaborer avec la FSM et le PPM. Concernant l'attitude à avoir vis-a-vis du gouvernement de gauche, selon Armand Nicolas, le PCM approuvera les mesures favorables et critiquera les mesures défavorables. Le PCM s'affirme par ailleurs prêt à agir avec les forces se réclamant de la décolonisation sans exclusive.

Concernant les problèmes internes, Armand Nicolas a souligné que c'était un problème important, et qu'il y aurait des difficultés, vu que le Comité central est réduit en taille. A. Nicolas a affirmé aussi que le PCM agira de manière à avoir le soutien le plus large possible des couches populaires et ouvrières.

SUITE DE L'EDITORIAL

SUITE DE LA PAGE 1

Le terrorisme est une action politique qui se déroule en dehors de la classe ouvrière.

Il exprime le mécontentement d'une fraction de la population et son sentiment d'être trompé par un pouvoir qui triche, bluffe et ment. Le jeu politique officiel est truqué. Les paroles officielles correspondent à une réalité qui est tout autre.

Quant le gouvernement parle de «décentralisation» ça reste un mot. En réalité c'est le gouvernement à Paris, et son officine de fonctionnaires blancs de la préfecture qui décident de tout.

Dès qu'on en arrive aux échelons de décisions, il n'y a plus de Guadeloupéens ou Martiniquais. Ce fait est évident puisque ceux-ci étant des Noirs, «des gens de couleur» ou des indiens, on se rend bien compte que c'est le blanc qui règne sur les hautes sphères où se prennent les décisions.

Alors la «décentralisation».. !

Oh ! Oui, elle a un «sens» pour les deux assemblées de «bois-bois» noirs qui acceptent de gérer docilement les communes et les cantons dont ils sont les élus. Ils acceptent passivement ce jeu truqué et prennent en «bons nègres» ce qu'on leur donne.

Après, quand des jeunes révoltés se livrent à la violence, quand des militants ne voient qu'une issue : le terrorisme, les mêmes «bois-bois» appelent leur gouvernement à la rescousse pour faire règner l'ordre.

Mais qui est responsable du désordre ? La source du chômage, de l'exil, de la déstabilisation du pays, c'est le gouvernement et les prédécesseurs de droite. La seule solution qu'ils ont trouvée aux problèmes de nos pays c'était de faire partir la jeunesse en France. Il y aurait aujourd'hui près d'un million de Noirs Antillais en France !

Et il y a la crise, le chômage qui grandit, et le racisme avec lui !

Quel avenir les gouvernants, les «bois-bois» de tous bords, Michaux et Cie proposent-ils à ces Antillais exilés ? De devenir les «juifs» de la France qu'une extrême-droite raciste (et qui monte !) jettera dans des camps ?

Que propose cette bande d'hypocrites. de falots et d'incapables ? Des belles paroles sur l'amour, la paix ..... ?

Regardons autour de nous ! Partout c'est la guerre, partout on fourbit l'arsenal qui endormira les peuples pour toujours.

Comment tous ces officiels pourraient-ils convaincre ceux qui choisissent le terrorisme de désarmer ? Au profit de quelle politique le feraient-ils ? Celle de la droite ou celle de la gauche ? Mais on voit ce qu'elle a donné. C'est l'impuissance de tous ces gens là qui nous a conduits là où nous sommes.

Pourtant nous croyons que le terrorisme aveugle comporte un danger important. C'est celui d'écarter la participation consciente de la population à sa propre libération. Et c'est même le seul problème réel qui est posé.

Une large fraction de la population approuve ou ne condamne pas les attentats. Mais cela ne suffit pas pour légitimer une telle stratégie.

La meilleure riposte à la violence quotidienne des patrons et de l'Etat colonialiste raciste, c'est la lutte de ceux qui en sont eux-mêmes les victimes. Les anticolonialistes, ceux qui se réclament des travailleurs, doivent y consacrer leurs efforts.

Il est vain de «condamner la violence» et de tomber dans le préchi-prêcha moralisateur comme un certain nombre de politiciens de gauche.

Les travailleurs, eux, ont quelque chose à proposer à ceux qui veulent lutter. Mais il faudrait avant tout que les travailleurs se politisent qu'ils refusent de cantonner leurs luttes à des objectifs étroitement syndicalistes dans lesquels tous les partis de gauche et syndicats sans aucune exception les cantonnent.

Il faut sortir de cet économisme primaire, de ce «syndicalisme» aux limites étroites.

Il y va de l'avenir.

Si la seule classe à se battre sur le plan politique continue à être uniquement la petite bourgeoisie, on peut prédire dès aujourd'hui que la classe ouvrière, les travailleurs, d'une façon générale, auront à s'en repentir dans l'avenir.

Car ni les cris exaltés pour l'amour et la paix de Mme Michaux Chevry, ni les condamnations vertueuses de la violence, ni la répression gouvernementale n'empêcheront le mouvement amorcé par la petite bourgeoisie nationaliste de se développer.

Si les travailleurs eux-mêmes n'ont pas une politique propre, une participation active, et à l'avant garde de la lutte, ils ne pourront que subir la politique à venir. Et le pouvoir qui en naîtra leur sera étranger et pourra leur être hostile quand cela lui sera nécessaire.

Les militants syndicalistes et ceux des partis de gauche ont encore le choix. C'est aujourd'hui qu'il faut en discuter. Il ne sert strictement à rien de condamner la violence et le terrorisme, si on ne propose aucune politique des travailleurs contre la violence et l'exploitation patronales, si on ne lutte en rien contre une présence coloniale plus massive, plus intégrationniste que jamais.

La situation politique de nos régions peut évoluer vite vers le stade où il ne sera plus possible de se payer de mots. Ceux qui à gauche veulent se réfugier sous le parapluie de l'impérialisme français ou dans la passivité font une grossière erreur qui sera tragique pour l'avenir des luttes des travailleurs. Ceux qui se réclament des travailleurs peuvent discuter de tout cela aujourd'hui encore fraternellement et y compris avec les militants nationalistes.

Il n'est pas dit que cette possibilité durera éternellement.

L'IMPERIALISME PREPARE LA 3ème GUERRE MONDIALE, PREPARONS-NOUS A ABATTRE L'IMPERIALISME.

Les chefs de l'impérialisme préparent la guerre car une guerre mondiale pourrait bien être, d'ici quelques années, la seule solution qu'ils pourront trouver à la crise économique mondiale, et au maintien de l'économie capitaliste.

Reagan, comme Mitterrand, ne perdent pas une occasion de se donner aux yeux de l'opinion publique une image de fermeté. La presse écrite et parlée aux ordres des gouvernements prépare l'opinion publique à la guerre. Les cotes de popularité de ces chefs d'état grimpent en raison directe de l'image guerrière qu'ils donnent d'eux-mêmes, en dépit de l'importance des manifestations pour la paix, car leur campagne est bien orchestrée.

Pour se rendre favorable cette opinion publique, c'est à dire celle des gens mêmes qu'ils comptent envoyer dans quelques années se faire tuer sous leur drapeau, les dirigeants des pays impérialistes prennent comme prétexte l'armement et les agissements de l'URSS La presse se livre à de vastes développements sur l'intervention des soviétiques en Afganistan par exemple. Si les «marines» américains ont envahi Grenade, c'est parce que celle-ci allait passer sous la «domination soviétique» et qu'il fallait défendre la «liberté» ! Quant à l'armement, tout nous est révélé sur les fusées pointées sur l'Europe, et qui appellent un pendant de la part des Etats Unis.

L'URSS est une puissance dont l'armement est considérable et à qui il arrive d'intervenir dans sa zone d'influence de façon contraire à la volonté des populations et pour réprimer des mouvements populaires. Mais si on considère le nombre et l'étendue des interventions armées de l'impérialisme dans le monde depuis la deuxième guerre mondiale les interventions de l'URSS apparaissent beaucoup plus limitées

C'est l'impérialisme qui fait déjà la guerre dans différentes parties du monde et ceci avant tout pour défendre la main-mise des capitalistes, des grandes sociétés sur les richesses de ces pays. C'est lui qui cherche à préparer les populations à partir se battre dans un avenir plus ou moins proche (5 ans, 10 ans ?) dans une guerre généralisée pour la défense des profits des banquiers et financiers du prétendu «monde libre».

Les travailleurs ne doivent pas se laisser prendre à ce piège, à cette publicité guerrière orchestrée par les Etats. Quand aux manifestations pacifistes, si importantes soient-elles, elles ne réussiront pas plus à empêcher la guerre qu'elles ne l'ont fait en 1939. Seule une mobilisation des travailleurs contre ceux qui fomentent la guerre, pour abattre l'impérialisme, sera efficace pour les empêcher d'arriver à leurs fins.

Les missiles de croisière américains sont arrivés au début de la semaine dernière en Grande Bretagne, en dépit des importantes manifestations pour la paix et contre l'armement qui se sont déroulées dans ce pays comme d'ailleurs dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest au cours des derniers mois.

Même si ces manifestations ont réuni des millions de personnes en Europe, cela n'a pas arrêté les dirigeants américains dans leur entreprise d'installation d'armes nucléaires en Europe, pas plus que cela n'a empêché les dirigeants des pays d'Europe, qui n'ont rien à refuser aux Etats-Unis, d'accepter la présence de cet armement chez eux. Le chef de file de l'impérialisme mondial, les Etats-Unis, prépare la guerre, et ses féaux européens le soutiennent et l'imitent.

Depuis la deuxième guerre mondiale, celle qui a pris fin en 1945 , la paix n'a jamais régné dans le monde : ce sont de 150 à 200 conflits localisés que l'on peut dénombrer entre cette période et nos jours ; les plus récents : le conflit du Tchad, le Nicaragua, Grenade et bien sûr le Liban. L'impérialisme, américain, français ou autre a été à l'origine de tous ces conflits et y est intervenu, le plus souvent directement, en envoyant ses troupes défendre ses intérêts, sa domination sur une zone du monde, et les intérêts économiques de ses capitalistes.

Tout récemment à Grenade, ce sont 15 000 marines américains qui sont intervenus pour remettre la petite île, 110 000 habitants, sous la botte des Etats Unis et dans leur zone d'influence.

Au Tchad, l'impérialisme français a envoyé ses paras soutenir celui des camps qui lui paraissait le plus favorable au maintien des intérêts des capitalistes français en Afrique.

Le Liban est devenu l'une des plus grosses concentrations d'armement du monde : l'importance de la flotte de guerre envoyée par les Etats Unis dans cette zone est semble-t-il sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale ce sont quelque trente navires de guerre qui croisent dans cette partie de la mer méditerranée.

LES DIRIGEANTS DE GAUCHE LEVENT LES MAINS AU CIEL ET APPELLENT A L'AIDE

Quelques heures après les attentats, les partis de la gauche prenaient à leur tour position.

Le PCG condamne les attentats immédiatement. Le soir même, il organisait un rassemblement de protestation devant la mairie de Pointe-à-Pitre. Devant 150 à 200 personnes, Mme Tarer, Genies et Bangou dirigeants du parti développèrent cette position, taisant en même temps un savant amalgame entre les attentats, la délinquance, les problèmes des communautés haïtiennes et dominicaines.

A Basse-Terre, Clery, dirigeant communiste et maire de la ville et Miguet, préfet socialiste se faisaient eux tourner en ridicule par la présidente du conseil général, qui détournait la manifestation qu'elle conduisait du lieu où l'attendait ce représentants de la gauche. Ils restèrent seul debout devant le monument aux morts !

Quant à Bangou, en tant que maire il alla plus loin, et réclamait au gouvernement colonia français des forces de «sécurité» en plus gran nombre. C'est ainsi qu'il déclarait. «Je m'éto ne dans une certaine mesure que le gouverne ment qui est confronté depuis des mois voire d années aux manifestations de violence , n'a pas pu assurer au peuple guadeloupéen un plus grande sécurité que celle qui est actuell ment la sienne».

GUADELOUPE.

LES TRAVAILLEURS DU GARAGE VIVIES (TOYOTA) EN GREVE

Depuis le mardi 8 novembre, une fraction des travailleurs du garage Viviès à Jarry est en grève. Ils réclament :

- La réintégration d'un de leurs collègues qui a été licencié après son retour du service militaire.
- L'ouverture de négociations sur leur programme de revendications.
- La fixation des élections des délégués du personnel. Mais c'est surtout le licenciement de leur camarade, de retour du service qui a choqué les travailleurs et les a déterminés à entrer en grève.

Ce sont surtout les ouvriers de la réparation, ceux du garage proprement dit, qui sont en grève, à part quelques uns. Quant aux employés de bureau, ils semblent faire bloc avec le patron, Christian Viviès, du moins pour l'instant.

Il faut savoir aussi que si c'est le licenciement d'un des leurs qui a fait déborder le vase, cela fait longtemps que la coupe est pleine et que les ouvriers du garage Viviès sont mécontents. En particulier, parce que les salaires sont bas. Qu'on en juge :

- Un mécanicien qualifié P1 ne touche après 9 ans de service que 3524 Frs.
- Un diéseliste P1 : 3400 Frs.
- Un tôlier OS1, deux ans d'ancienneté : 3 000 Frs.
- Un mécanicien, 10 ans d'ancienneté : 3400 Frs.

Et le comble, c'est le salaire de ce vieux travailleur qui, après 32 ans de travail, ne s'élève qu'à 3300 Frs. Et, dans ces salaires est contenue une prime d'assiduité de 319,23 Frs qui est totalement perdue après 4 heures d'absence....

Le premier jeudi suivant la grève le cousin de Christian Viviès qui n'est autre que Raymond Viviès, vice-président du Conseil Général, fort-en-gueule de la droite, est venu narguer les piquets de grève. Il les a provoqués en menaçant ceux qui avaient apposé des panneaux sur leurs voitures et en traitant le travailleur licencié, Ellapin, de vaurien.

Mais toutes ses gesticulations ont laissé les ouvriers grévistes impassibles. Ces derniers l'ont laissé faire sans rien dire. Décontenancé, Viviès s'en est allé... Depuis il n'est pas revenu.

Lundi 15, l'ensemble du personnel a trouvé porte close. Aussitôt, Christian Viviès a accusé les grévistes d'atteinte à la liberté du travail parce qu'il y avait des piquets de grève.

Mardi et mercredi, l'entreprise était donc entièrement paralysée. L'ensemble des employés de bureau restent cependant sur leur réserve et ne soutiennent pas vraiment les grévistes bien qu'ils ne fassent rien qui désapprouve franchement la lutte des mécaniciens. Pourtant il est sûr que s'ils entraient franchement en lutte aux côtés de ceux du garage, ils pourraient aussi imposer leurs propres revendications.

Mercredi matin, deux gendarmes menaçants ont déclaré aux grévistes qu'ils viendraient en force pour déloger leurs piquets de grève. Il semble que pour l'instant Christian Viviès ait refusé de faire appel à eux... pour combien de temps ?

La veille il avait tenté de prendre les grévistes par les sentiments. Il déclara commencer une grève de la faim. Mais constatant que les travailleurs le tournaient en dérision, et la faim le tenaillant, il alla vers midi satisfaire comme chaque jour les exigences de son estomac....

Décidement, c'est de famille, comme son cher cousin, Christian Viviès a fait preuve de son humour involontaire et d'une certaine faculté de se ridiculiser....

GUADELOUPE

BATIMENT : ATTAQUE EN REGLE DES PATRONS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Les patrons du bâtiment ont pris l'offensive contre les travailleurs. Dans plusieurs entreprises comme suivant un plan concerté les licenciements sont opérés en grand nombre :

- A Quillery - St Maur 106 travailleurs ont été licenciés il y a quelques mois.
- La Satom menace aussi de licencier près de 80 travailleurs.

A Saunier Duval, une dizaine de travailleurs sont menacés ainsi que 30 à Sopico, 60 à la SOGET.

Dans d'autres cas, comme à la CFT, à la SOJAG et à la EGE, c'est la tactique du «roulement» qui est utilisée. Les travailleurs n'ont du travail qu'un mois sur deux à tour de rôle avec une diminution de salaire de 40 %.

Tout cela s'effectue alors que dans le même temps les travailleurs voient arriver des tâcherons sur le chantier. Cette tactique permet aux patrons du bâtiment de faire plus de profits alors que ce n'est pas vraiment le besoin de main d'oeuvre qui diminue.

Mais au lieu de se battre chantier par chantier, entreprise par entreprise comme certains syndicats tentent de le faire, c'est plutôt une lutte d'ensemble des travailleurs du bâtiment qui ferait reculer l'offensive patronale.

MAINTENANCE : LES TRAVAILLEURS EN GREVE A L'AEROPORT

Si la direction de la Maintenance a changé Monsieur Chauleau ayant été remplacé par monsieur Jaffory, l'arbitraire et l'exploitation sont restés monnaie courante.

C'est ainsi que les employés de la Maintenance travaillant à l'aéroport et à l'EDF ont entamé un mouvement de grève non limité pour s'opposer au licenciement d'une employée de l'aéroport.

Au départ de l'affaire, monsieur Jaffory directeur de l'établissement demande à une employée de faire l'entretien d'une surface supplémentaire à la suite de l'agrandissement de l'aéroport du Lamentin.

L'employée demande que le nombre d'heures de travail qui lui sont payées soit augmenté en fonction des travaux supplémentaires.

A la suite de cet incident, l'employée reçoit une lettre de licenciement pour refus d'obéissance. Il était en effet coutumier que la direction de la Maintenance impose du travail supplémentaire au personnel d'entretien sous la menace de licenciement. «Si ou pas lé-i, an lot ké pren-I ! » Tel est le langage de la direction.

Ce ne fut pas le cas à l'aéroport du Lamentin et monsieur Jaffory, qui se pare d'une étiquette d'ancien syndicaliste a décidé de licencier.

Les travailleurs qui en ont déjà gros sur le coeur refusent d'accepter l'arbitraire.

LA DROITE PROTESTE CONTRE LA VIOLENCE, MAIS SE TAIT CONTRE LA VIOLENCE CAPITALISTE ET COLONIALE.

SUITE DE LA PAGE 1

ils fait pour développer l'emploi et arrêter cette saignée de notre population que représente cette émigration ? Bien au contraire cette politique de sous emploi de migration vers la France, ils la soutiennent en s'opposant à tout changement en Guadeloupe dans le sens des intérêts des travailleurs et des pauvres. Mieux ces politiciens, et Mme Chevry en particulier, ont toujours volé au secours de ceux qui pillent et mettent en coupe réglée notre pays. La Compagnie Fruitière dont tout le monde savait que l'installation allait entraîner la disparition et la mort de plusieurs dizaines de petits paysans a par exemple reçu la bénédiction de la Présidente du Conseil Général. Ce que deviennent aujourd'hui tous ces petits paysans c'est loin d'être le souci de ceux là même qui en ce moment protestent contre la violence et les attentats.

Que les responsables de la situation actuelle en Guadeloupe, à savoir tous ces politiciens qui défendent l'ordre capitaliste et colonial veuillent apparaître comme des gens soucieux de l'intérêt de la population travailleuse et pauvre, il y a là un cynisme et une démagogie dignes de gens sans scrupules et pour qui tous les moyens sont bons.

Jean IGNACE

MARTINIQUE :

OCCUPATION DE TERRES A STE LUCE

L'ADMINISTRATION AUX COTES DE HAYOT

A Sainte-Luce, près de l'Anse Corps de Garde, des jeunes occupent une propriété appartenant à Hayot, grand propriétaire béké.

La justice coloniale qui pendant un an s'était faite très discrète dernièrement a réagi brutalement en tentant d'expulser les occupants de terres.

Cette propriété était en friche depuis des années et les jeunes ont commencé à bâtir sur elle une ferme modèle, où on fait de l'élevage et aussi des cultures maraîchères. Mais cette occupation ne plait guère à Hayot parce que son intention est d'y installer une chaîne hôtelière dans les mêmes lieux. Et l'occupation, commencée il y a un an, a gêné ce projet qui a la bénédiction du sieur Jean Maran, le maire giscardien de Sainte-Luce.

Lundi 7 au matin, des gendarmes sous la conduite de Raifaud, sous préfet du Marin ont voulu chasser les occupants, aidés par 6 hommes de main de Hayot venus briser les installations de la ferme. Ils se sont heurtés à la détermination des occupants et de leurs camarades, au nombre d'une quarantaine. L'expulsion n'a donc pu se faire.

Mais les occupants ne se démobilisent pas pour autant car ils sont conscients que ce n'est là qu'un coup de sonde et que l'administration est prête à récidiver pour protéger les biens de Hayot ! Aussi ils appellent l'ensemble des forces démocratiques à les soutenir dans leur occupation .

GUADELOUPE

B.N.P. : LES EMPLOYES EN GRAND NOMBRE TRADUISENT LES DIRIGEANTS DEVANT LES PRUD'HOMMES.

Jeudi 10 novembre dernier il régnait une ambiance assez peu habituelle au tribunal des Prud'hommes à Pointe-à-Pitre. 150 employés de la B.N.P. s'y étaient rendus pour la conciliation entre eux et la direction de l'entreprise.

Cela remonte au mois de mai dernier au cours duquel les employés avaient fait 4 jours de grève pour diverses revendications. Suite à cette grève, les patrons de la B.N.P avaient jugé bon de prendre deux jours sur leur paye du mois. Pour la direction, cette retenue du salaire se justifie du fait qu'elle ne savait pas si le travail allait reprendre le lundi suivant le conflit, un accord étant intervenu le vendredi soir.

Les employés estiment pour leur part que les dirigeants de la Banque ont tout simplement voulu les punir d'avoir fait grève. C'est donc pour cela qu'ils n'ont pas hésité à les traduire devant les Prud'hommes. La conciliation a été refusée par les représentants de la direction, il y aura donc un jugement le 2 février prochain. Mais la démonstration faite jeudi 10 novembre constitue une belle revue de troupe que la direction et ses représentants ne manqueront pas de méditer.

Nous publions ici la position prise par Lauriette lors de la réunion du conseil général du 15 novembre.

La presse parlée et écrite évite en général de rapporter les propos de Lauriette quand ils dérangent l'administration coloniale.

Nous reproduisons le texte de la lettre remise par Lauriette «aux 35 autres conseillers généraux», bien que nous ne partagions pas tout le contenu de cette lettre.

LAURIETTE Gérard
Maire et Conseiller Général

Le 14 novembre 1983
aux 35 autres Conseillers Généraux de la Guadeloupe.

Madame et Messieurs;

Je vous ai donné, dès mon élection au Conseil Général, «MES PROPOSITIONS» relatives à l'Enseignement, au fonctionnarisme, à la magistrature, à la police , à l'armée, aux relations commerciales avec les Etats américains... et ma conception du SOCIALISME.

Je vous ai demandé à soutenir la proposition d'installation en Guadeloupe d'une deuxième chaine de télévision - éducation et information civique ;

Je vous ai demandé à permettre la publication de certains de mes livres d'enseignement.

Je vous ai demandé un moyen de restreindre le pouvoir oligarchique des chefs exogènes en Guadeloupe.

Même pas, en réponse, des mots de politesse !

Je vous ai expliqué que la Régionalisation la décentralisation et le 9ème Plan permettent à la Guadeloupe de résoudre tous ses problèmes sans la participation de la France.

J'ai essayé de vous faire comprendre que l'industrie sucrière en Guadeloupe doit être étudiée sans considération du prix du sucre sur le marché mondial, en dehors du marché européen.

Il est facile de faire fonctionner en Guadeloupe cinq usines à sucre sans subvention d'aucune sorte : il aurait fallu d'une dizaine d'émissions d'une demi-heure à la télévision. Mais le pouvoir français en Guadeloupe ne le permet pas.

A partir de samedi prochain, 19 novembre 1983, je parcourrai la Guadeloupe pour faire comprendre, à ceux qui sont mécontents par votre inefficience, que ce que je dis et propose publiquement depuis 37 ans, depuis le 7 novembre 1946, que ce que je dis et propose est plus sensé et efficace que ce vous dites et proposez.

Il y a 8 mois que je suis maire et 5 mois que je suis conseiller général, je suis convaincu que les maires et les conseillers généraux de la Guadeloupe sont des assujettis, que le pouvoir français en Guadeloupe ne tient compte que des «initiatives françaises» des élus guadeloupéens.

Dès le début des récentes émeutes aux Abymes, je me suis proposé, par télégramme au préfet, pour faire partie d'un groupe de médiateurs pour arrêter ces émeutes. Le préfet ne répondit pas. Comme il n'y avait pas de Français de France en péril aux Abymes, il ne décida que tardivement de l'intervention à main armée. La plupart des Haïtiens et des Dominicians des Abymes eurent le temps de déloger et se regroupèrent à Capesterre Belle Eau. Me voilà tenu de créer un service de sécurité autonome !

Notre situation bananière et cannière
éducative
administrative
judiciaire
ne s'améliorera que si, conformément à la définition de la REGION, la Guadeloupe ait à la tête de toutes ses administrations des hommes et des femmes nés en Guadeloupe ou devienne un *Etat associé à la France par priorité.*

La vie d'un pays repose d'abord sur trois grandes opérations : produire, vendre et acheter. Le rôle de l'Assemblée départementale c'est d'abord de faire produire, de faire vendre et acheter avec profit: C'est nous qui avons conduit la Guadeloupe dans cette situation. Nous sommes incapables de répondre aux cris de détresse des producteurs de bananes et des employés de l'Institut de Recherches Fruits et Agrumes (IRFA). Nous devons donner notre démission.

LAURIETTE GERARD

GRENADE

(4ème ET DERNIERE PARTIE DU DOSSIER).

Les premières mesures prises par le gouvernement de Maurice Bishop furent de régénérer quelque peu la vie économique de l'île.

Il faut rappeler que la Grenade est un petit pays très pauvre et qu'en dépit du laisser aller désastreux de l'administration Gairy que le nouveau gouvernement s'efforce de faire disparaître il se trouve devant d'énormes difficultés. Trois denrées composent l'essentiel des exportations agricoles : le cacao avec 26 millions de frs en 80, la banane : 16 millions, et la noix de muscade avec 13 millions.

Avec l'inflation mondiale, le même volume de produits importés entre 1979 et 1980 a augmenté de 7 millions de dollars US. Quant au cours du cacao, il chute de 19 % en 81 par rapport à 80. Des millions de livres de muscade restent stockés, bien que la Grenade en soit premier producteur mondial.

Les dirigeants vont tenter alors comme dira Bishop de se «désengager de l'emprise impérialiste». Ils vont prôner l'auto-suffisance alimentaire : produire et consommer local importer le moins possible, diversifier et étendre la production.

Dans le tourisme, une partie des biens personnels de Gairy en hôtels deviendra propriété de l'état. Ce dernier va chercher à en tirer profit en faisant entrer des fonds dans ses caisses:. A côté du secteur bancaire privé, un secteur bancaire plus contrôlé par l'état sera aménagé en particulier pour permettre aux petits agriculteurs d'obtenir facilement des prêts.

Un peu dans tous les domaines le nouveau gouvernement parviendra à assainir l'économie. Par exemple, au cours de la première année de pouvoir, il parviendra à «sauver» 6 millions de dollars pour l'éducation uniquement en éliminant la corruption.

Dans l'agriculture, le gouvernement va améliorer la gestion des 30 fermes d'état qui existaient déjà sous Gairy, en éliminant toute corruption et en cherchant à les rendre bénéficiaires pour l'état.

En 1981 les travailleurs de ces fermes pourront recevoir des primes de plus de 200 dollars chacun. C'est peu mais exceptionnel pour ces travailleurs qui n'avaient jamais reçu une telle somme, en plus de leurs revenus habituels.

Pour mettre en valeur les terres en friche qui correspondent à 1/3 des terres cultivables ce qui est énorme , un système de coopératives sera créé. Des terres seront attribuées à des groupes de jeunes chômeurs qui seront regroupés en coopérative agricole. La pêche sera aussi améliorée.

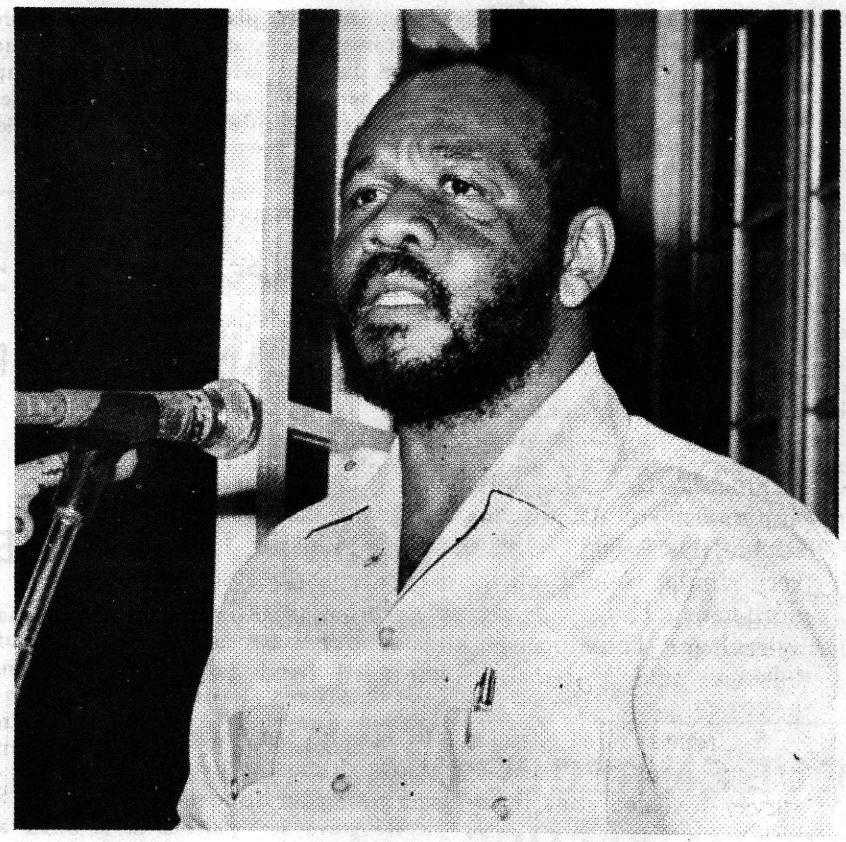
La restriction de l'importation de poisson et la consommation locale incitera les pêcheurs à améliorer leur production. Une école de pêche fut créée et les bateaux de pêche offerts par Cuba vont permettre un progrès relativement important de ce secteur.

Dans le domaine de la culture et de l'éducation populaire les nouveaux dirigeants mettront surtout l'accent sur le programme d'alphabétisation, dans un premier temps. Une étude permet de déceler 15 % d'illétrés dans le pays. Ce programme sera réalisé en grande partie. Quant au système scolaire, il souffrait surtout d'un manque d'enseignants formés tant au niveau primaire que secondaire et un plan de formation sur trois ans fut décidé. Dans la santé aussi, Grenade connaissait un sous développement total. Si les médecins étaient très rares, les dentistes étaient quasi inexistants. Grenade reçut une aide importante de Cuba en médecins et dentistes. Dans les hôpitaux et cliniques les soins devinrent entièrement gratuits dès 1980.

Sur le plan extérieur, la politique des dirigeants du NJM ira dans plusieurs directions. Ils nouent certes tout de suite de bonnes relations avec Cuba et affirment qu'ils ne veulent pas se soumettre à la politique impérialiste des USA. Cela ne les empêche pas de nouer des relations avec le gouvernement US et de tenter de négocier avec eux une aide économique comme ils le font avec plusieurs pays. Maurice Bishop, dès sa prise du pouvoir leur demandera une aide contre les menaces de débarquement militaire faites par Gairy. Les USA répondront qu'ils sont prêts à aider Grenade à condition que le gouvervement ne se rapproche pas trop de Cuba. Ils enverront la somme de 5000 dollars US ce que le gouvernement Bishop prendra comme une véritable insulte.

L'impérialisme US, n'accepte pas que Bishop et le nouveau gouvernement veuillent avoir les mains un peu libres et ne se placent pas entièrement sous leur tutelle. Il exercera des pressions énormes, jusqu'à envisager le renversement de Bishop ou l'invasion militaire, bien avant octobre 83.

Bishop voyagera donc beaucoup à la recherche d'aide dans les pays de l'est, en Algérie en Lybie, en France. Il en obtiendra. En particulier pour la construction du nouvel aéroport de Pointes Salines. Cuba enverra plusieurs centaines d'ouvriers et il obtiendra l'aide de la Lybie et aussi de la France. Le gouvernement fera d'ailleurs de la construction de cet aéroport de prestige le cheval de bataille pour «l'indépendance et le développement de la Grenade».



KENDIX RADIX, aujourd'hui à la tête du NEW JEWEL. Il fut un des ministres qui s'opposèrent au coup d'état du général AUSTIN.

Les menaces de l'ex-dictateur Gairy de renverser Bishop par la force, ses tentatives de créer une troupe de mercenaires pour reprendre le pays en main seront un échec mais laisseront toujours planer l'éventualité d'une telle intervention - Quant aux menaces d'intervention US elles seront réelles dès que le rapprochement de Grenade avec Cuba deviendra de plus en plus étroit. Dans le pays un groupe lié à la CIA tentera de liquider Bishop et une partie du gouvernement en posant une bombe lors d'un grand rassemblement populaire en juin 80. Deux enfants furent tués et des dizaines d'autres personnes blessées.

C'est après cet attentat que le gouvernement va renforcer ce qu'il appelle la Milice, c'est à dire une partie de la population qui sera armée et entraînée.

Mais surtout à côté de la milice une armée spécialisée et entraînée dont les chefs recevront une instruction poussée dans plusieurs pays étrangers - dont Hudson Austin qui est sans doute l'un des responsables de l'exécution de Bishop et de ses camarades.

Ces constantes menaces d'intervention contre le régime de Bishop permettront au gouvernement d'exercer quand même une certaine démagogie et de pouvoir trouver dans ces menaces un bouc émissaire, responsable de tous les maux

C'est ainsi que lorsque des rastas vont occuper des terres, ils seront réprimés au nom de la sécurité intérieure. Le gouvernement prétendait qu'ils étaient liés à un groupe de «contre révolutionnaires» et qu'en fait ils voulaient planter de la marijuana..

Alors il est vrai que en 4 ans de gouvernement Bishop, le chômage fut réduit de 50 à 14 %, que des petites unités agro alimentaires furent créées produisant jus de fruit locaux confiture, gelée, café, et que comme nous l'avons vu, dans beaucoup de domaines l'amélioration fut sensible.

Il n'empêche que le pouvoir réel n'appartenait pas aux masses de Grenade comme certains veulent le faire croire. Certes, Bishop et ses camarades refusaient ce qu'ils appelaient «la démocratie de west-minster» et les élections périodiques où on élit des gens pour plusieurs années sans contrôle- et ils refusaient d'organiser ce type d'élections. Ils disaient consulter le peuple sur tous les problèmes, dans des meetings de village, de quartier ou chacun pouvait s'exprimer sur toutes les orientations du gouvernement.... Mais lorsque les divergences ont éclaté au sein de la direction du parti du gouvernement, cela s'est réglé en vase clos. La population n'a pu donner son avis là dessus pendant des mois. Et quand elle a voulu le donner il était trop tard, l'armée lui a tiré dessus et exécuté le leader qu'elle réclamait.

C'est bien la preuve que le pouvoir réel ce n'était pas les masses qui le détenaient, mais une fraction de la petite bourgeoisie nationaliste représentée par le New Jewel Movement et plus précisément dans cette fraction, celle qui avait les armes : l'armée.

FIN

GRENADE : MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU GOUVERNEMENT SOUS LA COUPE DES USA.

Le nouveau gouvernement de Grenade, mis en place sous la domination américaine, a été formé le mercredi 9 novembre. Ce gouvernement est composé de neuf membres. Il est dirigé par Alistair Mac Intyre.

Paul Scoon, le gouverneur général de Grenade, envisage de procéder à des élections, mais ceci dit-il dans un délai d'un an.

Le New Jewel Mouvement, parti anciennement dirigé par Maurice Bishop, pourrait se présenter à ces élections. Kenrick Radix pourrait représenter le New Jewel Mouvement. Kenrick Radix a soutenu Maurice Bishop lors du coup d'état militaire qui a renversé celui-ci et qui a ouvert la voie à l'intervention américaine à Grenade. Ministre de la pêche du gouvernement Bishop, il se trouvait en tête de la manifestation qui avait libéré ce dernier de prison à la suite du coup d'état.

Les autres partis qui pourraient se présenter à ces élections sont le parti Travailliste de Grenade, dirigé par l'ancien dictateur Eric Gairy, qui réside actuellement aux USA.

Et le GNP, Parti National de Grenade, dirigé par Herbert Blaize. Ce parti était au pouvoir entre 1957 et 1961. Comme le parti de Gairy, il soutenait les gros propriétaires terriens.

En attendant, les 15 000 marines américains sont toujours présents dans et autour de Grenade, et même si le gouvernement américain envisage de les retirer, tout laisse à penser que le gouvernement issu de ces élections tout comme celui qui est en place actuellement, se trouvera sous une étroite surveillance des USA.

MEETING UNITAIRE DE PROTESTATION CONTRE LA PRESENCE MILITAIRE US A GRENADE. MARDI 22 NOVEMBRE 1983 A POINTE A PITRE. 18H30 PLACE DES MARTYRS DE LA LIBERTE.

COMBAT-OUVRIER , GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE, PARTI COMMUNISTE GUADELOUPEEN, CGTG KLPG (KRETIEN POU LIBERATION A PEP GUADELOUP) MOUVEMENT POUR LA GUADELOUPE INDEPENDANTE.

7e GALA de Combat Ouvrier

SAMEDI 3 DECEMBRE A 19 HEURES
SALLE MAHAULT LAMENTIN
(MARTINIQUE).

Curtis Louisart (chanteur Sainte Lucien) Marsé Thoumtack , Patrick le Magicien Irakubo, Kone Lambi, Ton' René et Zanma, Celine Fleriag.

BAL AVEC PIERRE ET SA ZOUK MACHINE.

SPECIALITES CULINAIRES LIVRES EXPOSITION.

RESERVEZ VOTRE CARTE AUPRES DE NOS DIFFUSEURS

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728